

**Convention collective**

**IDCC : 9831. – EXPLOITATIONS AGRICOLES  
(Var)**

**(6 juillet 1972)**

(Etendue par arrêté du 31 juillet 1973,  
*Journal officiel* du 30 septembre 1973)

---

**AVENANT N° 105 DU 2 JUILLET 2010  
RELATIF AU BARÈME DES RMAG POUR L'ANNÉE 2010**

NOR : AGRS1097249M  
IDCC : 9831

---

Entre :

La FDSEA du Var,

D'une part, et

L'UD des syndicats CFTC-Agri du Var ;

L'UD des syndicats FO du Var ;

Le SNCEA CFE-CGC section du Var,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 1<sup>er</sup> « Champ d'application professionnel » de la convention collective des exploitations agricoles du Var est ainsi modifié à compter du 2 juillet 2010 :

« La présente convention détermine les rapports entre employeurs et salariés dans les exploitations agricoles et les entreprises de travaux agricoles de quelque nature qu'elles soient à l'exception de celles qui, étant des entreprises publiques, ont un personnel soumis à un statut particulier.

La présente convention s'applique également aux services de remplacement et groupements d'employeurs qui mettent des salariés à disposition des exploitations agricoles et aux coopératives de culture en commun ainsi qu'à celles d'utilisation de matériel agricole. »

## **Article 2**

L'article 68 « Retraite complémentaire » de la convention collective des exploitations agricoles du Var est ainsi libellé :

« Les chefs des exploitations ou entreprises comprises dans le champ d'application de la présente convention sont tenus d'adhérer à la caisse de retraite interentreprises agricoles, institution de retraites complémentaires agricoles (CRIA), dont le siège est à Boulogne et la délégation régionale : tour Méditerranée, 65, rue Jules-Cantini, 13298 Marseille Cedex 2, et de cotiser auprès de cet organisme pour les salariés qu'ils emploient âgés d'au moins 16 ans et jusqu'à la cessation d'activité, sans limite d'âge à l'exclusion des bénéficiaires de la CPCEA.

L'assiette des cotisations est constituée par le salaire réel, comme en matière d'assurances sociales agricoles.

Le taux des cotisations est celui fixé par l'ARRCO et réparti pour moitié à la charge de l'employeur et pour moitié à la charge du salarié. La cotisation du salarié est retenue par l'employeur au moment de chaque paie. »

## **Article 3**

Les 2 premiers alinéas de l'article 69 « Amélioration de la protection sociale » de la convention collective des exploitations agricoles du Var sont ainsi libellés :

« 1. Bénéficieront des garanties visées au présent article tous les salariés non cadres, titulaires d'un contrat à durée indéterminée, après 1 an d'ancienneté continue dans l'exploitation ainsi que les salariés titulaires d'un contrat à durée déterminée en cours totalisant 12 mois de présence continue ou discontinue sur les 4 dernières années chez le même employeur.

La condition d'ouverture des droits s'apprécie au premier jour de l'arrêt de travail.

### **2. Garantie de rémunération en cas d'arrêt du travail pour maladie ou accident**

En cas d'arrêt de travail pour cause de maladie ou d'accident de la vie privée, d'accident du travail ou de maladie professionnelle, les salariés visés

au 1 ci-dessus percevront des indemnités journalières complémentaires calculées de telle sorte que, s'ajoutant à celles servies par la mutualité sociale agricole dans le cadre des régimes légaux :

- dès le 1<sup>er</sup> jour d'arrêt en cas d'accident de travail, de trajet ou de maladie professionnelle ;
- à compter du 4<sup>e</sup> jour d'arrêt en cas de maladie ou d'accident de la vie privée.

L'indemnisation globale, dans la limite du salaire net qu'aurait perçu le salarié, s'élève à 90 % du salaire brut pendant 30 jours, suivis de 30 jours à 66,66 %. »

#### **Article 4**

Les parties demandent l'extension du présent avenant.

Fait au Luc, le 2 juillet 2010.

(Suivent les signatures.)